

Le budget—M. Mazankowski

Les Canadiens se réjouissent actuellement, car ils entrent dans une nouvelle ère à l'horizon. Le paysage s'est quelque peu modifié. A mon avis, c'est une excellente chose. Toutefois, je dois ajouter, monsieur le Président, qu'on ne peut imputer au premier ministre actuel toutes les difficultés, notamment les railleries, le mépris et l'indifférence dont l'ouest du Canada est l'objet. Le premier ministre n'est pas le seul coupable. Nous savons ce que le ministre actuel des Finances et ancien ministre a fait pour l'ouest du Canada lorsqu'il a proposé cet odieux et pernicieux Programme énergétique national qui a éliminé des centaines de milliers d'emplois et de petites entreprises.

Nous nous rappelons les attaques lancées contre l'Ouest par un ancien ministre des Finances, Donald Macdonald, au moment où il était ministre de l'Énergie. Nous savons également que ce fut M. Turner, aujourd'hui candidat à la direction de son parti, qui nous a mis, et de belle façon, sur la voie du déficit systématique. Il convient maintenant de noter que tous les députés du parti libéral semblent se rallier à M. Turner. C'est un peu bizarre que de les voir tous se rallier à un ministre démissionnaire, mais c'est ainsi. Pour obtenir le pouvoir, on est prêt à dire et à faire n'importe quoi; voilà ce qui compte.

La semaine dernière le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) s'est présenté à Edmonton pour entretenir les libéraux. Selon *l'Edmonton Journal*, voici ce qu'il leur a dit:

... l'Alberta devrait se réjouir si le boom entrevu n'a pas eu lieu parce que les mégaprojets étaient trop gros, trop difficiles à gérer, trop difficiles à financer et trop risqués.

En somme, le ministre affirme que les Albertains devraient se réjouir que le taux de chômage soit de 14 p. 100, que le marché immobilier s'effondre, que les faillites et les saisies se multiplient et que les rêves s'évanouissent en même temps que des milliards de revenus. Ces revenus qui ne sont pas allés dans l'Ouest sont allés ailleurs, surtout dans les caisses noires. Les libéraux présents à la réunion ont applaudi le ministre. Ils auraient dû plutôt le mettre à la porte. Le Programme énergétique national a complètement étouffé l'unique moteur de la croissance économique et du développement.

Il ne faut pas uniquement blâmer l'actuel premier ministre pour tous les échecs de son gouvernement depuis 15 ans, car, pendant ce temps-là, ses comparses libéraux n'ont cessé de l'applaudir. Jetons un coup d'œil aux politiques de tâtonnement que les libéraux nous ont imposées. Leur mot d'ordre était: légiférons d'abord et faisons marche arrière ensuite. Que penser de l'Agence d'examen de l'investissement étranger? Ce devait être une grande réalisation. En fait, quand il est apparu que l'organisme suscitait la méfiance des investisseurs parce qu'il menaçait l'intégrité de notre économie, les libéraux ont fait marche arrière. Que penser du Programme énergétique national? Chaque fois que le ministre de l'Énergie annonce un changement, on le présente comme un grand bienfait pour le secteur énergétique. Or, les libéraux ont ruiné ce secteur.

Leur politique consiste à détruire d'abord et à rebâtir ensuite. Ils font la même chose avec VIA Rail. Voyez leur politique de défense. Voyez ce qu'ils ont fait à l'OTAN. Ils ont

réduit de 50 p. 100 les crédits versés à l'Alliance. Et aujourd'hui que l'on cherche à consolider les engagements du Canada à l'égard de l'OTAN, pourquoi réduire le budget de la défense? Aucun membre du parti libéral n'a pris la défense des trois provinces des Prairies qui auraient été reléguées au statut de provinces de deuxième catégorie selon la formule d'amendement initiale. Il est certain que le parti libéral, ce n'est pas uniquement le premier ministre en place. Il y a des ministres, tel l'ancien ministre du Multiculturalisme, qui a dit que le gouvernement libéral était porté à la manipulation, à la propagande. Il a rappelé l'opinion de certains militants, qui croient que le parti est gouverné par des membres non élus qui ne rendent de comptes à personne. Ces militants ont dénoncé la manipulation électorale, affirmant que les sondages, la propagande et le favoritisme étaient orchestrés par une petite élite.

Voilà pourquoi nous sommes en difficulté aujourd'hui. Voilà pourquoi la méfiance règne, voilà pourquoi plus personne ne fait confiance au gouvernement. Que ce parti se donne ou non un nouveau chef, cela n'a aucune importance. Le problème est trop profond; cette attitude néfaste est si profondément ancrée dans les rangs du parti libéral que le seul moyen de remettre le pays sur la bonne voie, c'est d'élire un tout nouveau gouvernement. Le Canada a besoin d'un gouvernement neuf dont la priorité absolue sera de créer des emplois, d'un gouvernement qui tirera profit de nos richesses naturelles en revitalisant les secteurs de l'agriculture, des pêches, des mines et de l'énergie. Nous avons besoin d'un gouvernement qui fera de ces richesses naturelles une source de richesse économique. Tant que nous n'aurons pas un gouvernement déterminé à agir en ce sens, nous serons voués à la stagnation.

M. Ferguson: Monsieur le Président, j'ai écouté les observations du député de Végréville (M. Mazankowski) et ses allusions à ce qui se passe chez nos voisins du sud, et je suis perplexe. Le député laisse-t-il entendre que les Canadiens devraient adopter une politique qui laisserait 40 p. 100 de notre population vivre sous le seuil de la pauvreté, comme c'est le cas aux États-Unis? Le député insinue-t-il qu'il ne faut pas chercher à diminuer le nombre des pauvres? Par ce budget, nous avons tenté d'aider ces Canadiens.

Le député prétend-il que nous devrions supprimer le système de sécurité sociale que nous avons mis au point pour ces Canadiens? Nous voulons réduire le nombre de Canadiens qui vivent sous le seuil de la pauvreté et qui sont frappés durement en cette période de transition économique. Le député omet de dire que nos dépenses, en proportion du PNB, ont baissé de 33 p. 100 par rapport à 1979. Je crois que la proportion est de 9.2 p. 100 cette année, comparé à 13.9 p. 100 en 1979.

Le député fait allusion au néfaste Programme énergétique national, qu'il tient responsable du fléchissement de notre économie. Que veut-il que nous fassions du gaz naturel de l'Ouest, quand environ 11,000 puits ne sont pas exploités en Alberta, faute de débouchés? Le gouvernement canadien a supprimé la taxe sur le gaz naturel et sur le gaz liquéfié à partir du 1^{er} février 1984. Qu'a fait le gouvernement de l'Alberta à ce sujet? A-t-il diminué ses redevances sur le gaz pour en favoriser la vente?